

Pour nos retraites, nos salaires et nos conditions de travail :

ON IRA JUSQU'AU BOUT !

La mobilisation contre la réforme des retraites se renforce. Les manifestations monstres du 31 janvier l'attestent. Jamais depuis 30 ans on avait vu autant de monde dans la rue ! Elisabeth Borne tente de se rassurer. En direct à la télévision jeudi dernier, elle parle de « réticences » et « d'inquiétudes ». Comme si on n'avait pas compris ! Mais nous avons parfaitement saisi de quoi il retourne. Et notre refus est franc, massif et déterminé. Nous continuerons à l'exprimer en participant massivement à la grève et aux manifestations, à commencer par les deux prochaines journées des 7 et 11 février.

Le gouvernement et les patrons se consolent en disant que les taux de grévistes auraient été un peu plus bas dans certaines grandes entreprises publiques. Mais de l'aveu de tout le monde, les cortèges ont été plus fournis le 31 que le 19. Et dans beaucoup d'entreprises du privé, les grévistes étaient souvent plus nombreux. Sans parler des jeunes qui commencent à déferler dans les manifestations !

« Augmentez les salaires, pas l'âge de la retraite »

La colère n'est pas limitée à la seule question des retraites. C'est un ras-le-bol général contre l'exploitation capitaliste, les salaires qui ne permettent pas de vivre, le travail qui tue avant même la retraite. C'est toute cette rage qui a fleuri sur les pancartes dans les manifestations du 31.

Ça et là, les travailleurs d'une même entreprise, d'un même secteur, quelquefois en cortège interprofessionnel, se sont regroupés pour défiler ensemble. Tous derrière la même banderole, c'est mieux que chacun tout seul dans son coin. Car si tous les syndicats ont appelé, pourquoi donc des cortèges syndicaux classés par étiquettes qui nous éparpillent selon l'appartenance (ou pas) des uns et des autres ? Au lieu de saisir l'occasion d'être tous ensemble pour discuter de la suite du mouvement ! Rien de tel pour sentir notre force collective et pour nous rassembler autour de nos revendications, par delà nos secteurs.

Sur tous les sujets, le patronat peut battre en retraite

Dans certaines entreprises du privé, des grèves éclatent, pour les salaires, mais pas que : dans l'industrie pharmaceutique (bioMérieux en région lyonnaise, Cenexi près de Paris), dans la sous-traitance automobile (Plastic Omnium et Forvia près de Rennes), chez Flandria Aluminium dans le Nord ou encore chez Idemia, fabricant de cartes bancaires en Bretagne. Des entreprises plus petites ou qui n'avaient parfois jamais connu de grève complètent cette longue liste de luttes.

Les patrons craignent que le mouvement national contre la réforme et les luttes dans les entreprises se renforcent mutuellement. C'est donc la voie à suivre pour les faire payer afin de travailler moins et gagner plus.

Les politiciens tentent de faire diversion

En attendant, la machine parlementaire est lancée. On connaît la chanson : une pluie d'amendements, des effets de manche, des négociations en coulisses... et la loi immigration bientôt présentée par le ministre de l'Intérieur Darmanin pour allumer un contre-feu raciste à notre mobilisation. Ça ne prendra pas !

L'arme des travailleurs, c'est la grève !

Il n'y a rien à attendre des palabres au Parlement. C'est par la grève et dans la rue, toutes et tous ensemble, qu'on fera reculer ce gouvernement et les patrons.

Il est essentiel de se réunir en assemblées générales, pour échanger, voir où on en est, bref, décider tous ensemble de notre mouvement et de nos revendications. L'intersyndicale cantonne ses revendications au strict retrait de la réforme, et ne donne aucune perspective pour construire la grève reconductible sur la durée. Mais c'est aussi sur toutes les attaques passées, celles qui ont déjà fait reculer l'âge de la retraite de 60 à 62 ans, ou bien celles qui ont baissé les allocations chômage, qu'il faut faire reculer le gouvernement et le patronat.

C'est bien pour cela que nous devons nous réunir, pour décider collectivement de nos revendications, de la construction de la grève, pour augmenter le rapport de force.



Ce 7 février puis le 11, on continue !

Mardi dernier nous étions encore plus nombreux dans les manifestations dans tout le pays. Des travailleurs de tout âge et tout secteur, des jeunes qui refusent de voir leurs parents crever au travail et un avenir d'exploitation pour tous.

Les postiers étaient nombreux aussi : nos salaires et retraites futures sont aussi minuscules que les bénéfices de La Poste sont énormes. Comme tous les grands groupes capitalistes, cette dernière a reçu des aides par centaines de millions du gouvernement. Alors l'argent pour augmenter nos salaires et nos retraites, nous savons où le trouver : dans les caisses des grands groupes et les profits dont ils arrosent les actionnaires. À eux de payer.

Surcharge pour les uns, chômage pour les autres, c'est non !

La réorg du plateau 11 et de la collecte est encore floue, car la direction ne donne des infos qu'au compte gouttes. Mais nous savons déjà que le passage de l'îlot Belleville en matinale lui permet de supprimer 5 postes de travail sur ce secteur et 1 ou 2 au tri UI.

Si on additionne des lignes en moins à la collecte et aux lignes motorisées, c'est une reorg salée qu'ils préparent avec de la surcharge pour tous. Pas question de laisser passer ce mauvais plan sans rien faire et de laisser la direction mettre nos collègues en intérim à la porte.

Les vœux larmoyants du PDG

Le PDG de La Poste nous a envoyé une lettre pour se plaindre de l'inflation, de la guerre, de la baisse du courrier... Tout un blabla pour justifier des augmentations de salaire quasi inexistantes et des milliers d'emplois supprimés partout à La Poste.

Notre mécontentement est à l'image de celui qu'expriment tous les travailleurs en ce moment : ras-le-bol des salaires et des retraites de misère.

Y a pas que l'eau qui fuit

A l'îlot Voltaire, il y a des fuites partout, même la nouvelle chaudière ne peut plus fonctionner. La direction, le syndic de l'immeuble et la société prestataire qui répare se renvoient la balle. Mais que la direction de la Poste se débrouille pour réparer tout ça, c'est elle qui nous a mis dans ce pétrin.

Nous n'apprécions pas

La Poste continue à nous faire passer des « entretiens d'appréciation » alors qu'elle n'arrête pas de dégrader nos conditions de travail. Salaires en baisse, précarité, c'est la politique de La Poste que nous n'apprécions pas.

Le mal-logement gagne du terrain

Les prix des logements continuent de s'envoler alors que le logement pèse de plus en plus dans nos dépenses, représentant 28 % de celles-ci en moyenne, contre 20 % en 1990.

Cette inflation pèse davantage sur les locataires aux faibles revenus et accentue les situations de mal-logement qui ont de nombreux effets néfastes sur les conditions de vie. Une situation qui n'est pas près de s'améliorer, alors que la construction de nouveaux logements sociaux baisse de 22 % en moyenne par an depuis l'arrivée de Macron en 2018.

Royaume-Uni : grèves massives le 1^{er} février

Dockers, enseignants, cheminots, fonctionnaires d'État, employés municipaux ou encore médecins, des centaines de milliers de travailleurs britanniques ont cessé le travail le 1^{er} février dernier, dans ce qui semble être la journée de grève la plus massive de la décennie.

D'autres mouvements ont eu lieu dernièrement chez les pompiers, les ambulanciers, les postiers, les soignants et bien d'autres. La colère et l'envie de se battre pour de meilleurs salaires ne maquent pas.

Pour le moment, les directions syndicales proposent surtout des journées de grève éparpillées et ne vont vers le « tous et toutes ensemble » qu'à reculons. C'est pourtant en regroupant les forces que la classe ouvrière peut l'emporter.

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

LE CAPITALISME
DÉTRUIT NOS VIES ET LA PLANÈTE
URGENCE
RÉVOLUTION !
MEETING
MERCREDI 8 FÉVRIER, 19H30
À LA BELLEVILLOISE
19-21 RUE BOYER, 75020 PARIS